

Questions orales

● (1450)

LES ARMES NUCLÉAIRESLE RÔLE DU PREMIER MINISTRE AU SOMMET DE
WILLIAMSBURG

L'hon. Erik Nielsen (chef de l'opposition): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Dernièrement, dans les réponses qu'il m'a données à la Chambre le 18 mai et lors de l'entrevue qu'il a accordée au *Star* de Toronto, le premier ministre semble s'être attribué le rôle de courtier ou de médiateur honnête entre les États-Unis et l'Union soviétique. A-t-il l'intention de continuer à jouer ce rôle lors du prochain sommet de Williamsburg, dans l'espoir de convaincre les États-Unis de sa compétence en la matière, malgré les remarques qu'il a faites en public au sujet des tendances belliqueuses du président Reagan?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, madame le Président.

L'INVITATION FAITE AU PREMIER MINISTRE DE SE RENDRE À
MOSCOU

L'hon. Erik Nielsen (chef de l'opposition): Madame le Président, le premier ministre doit reconnaître qu'il y a une différence entre les remarques qu'il a pu faire en privé avec M. Gorbachev, lors de la récente visite de ce dernier dans notre pays, et la critique qu'il a adressée ouvertement au président des États-Unis. Peut-il nous dire si la position qu'il a prise dans le privé, lors de son entretien avec M. Gorbachev, est à l'origine de l'invitation qu'il a reçue de se rendre à Moscou et, en même temps, peut-il nous dire s'il a l'intention de l'accepter?

Par la même occasion, peut-il nous dire s'il a une idée de la réaction qu'a provoquée à Washington sa déclaration concernant les tendances belliqueuses du président Reagan?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, cette question porte sur différents points et je ne sais pas si je pourrai répondre à tous. Pour ce qui est de l'invitation à me rendre à Moscou, l'honorable chef de l'opposition sera heureux d'apprendre que la plupart des chefs d'État ou des hauts fonctionnaires qui viennent au Canada m'invitent à visiter leur pays, sachant que l'opposition sera ravie de ne pas me voir à la Chambre pendant quelques temps. Il n'y a donc là rien de nouveau.

Pour ce qui est de l'Union soviétique, nous avons reçu des visites officielles depuis au moins cinq ou six ans en partant du principe que les derniers échanges bilatéraux avec ce pays au niveau des chefs d'État remontaient à la visite du premier ministre Kossyguine. C'était il y a près de dix ans, si ma mémoire est bonne. C'est donc normalement le tour du Canada de se rendre en Union soviétique, si l'on tient compte des événements passés. Cela ne m'aurait pas étonné de voir le très honorable député de Yellowhead (M. Clark), à l'époque où il était premier ministre, être également invité avec la même urgence à se rendre en Union soviétique.

L'autre partie de la question portait sur mes remarques. Je tiens simplement à signaler que je suis heureux de voir qu'elles amusent l'honorable chef de l'opposition.

LES INTENTIONS DU PREMIER MINISTRE

L'hon. Erik Nielsen (chef de l'opposition): Madame le Président, pour revenir sur les observations du premier ministre au sujet de la réaction de l'opposition, sa visite prochaine à Moscou et sa remarque selon laquelle nous serions ravis de le voir partir de temps à autre, sa réponse sous-entend-elle qu'il nous menace de revenir ou qu'il nous promet de rester là-bas?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, cette question est assez étrange de la part d'un homme qui, nous le savons, ne sera plus en fonction d'ici trois semaines environ.

* * *

LE CANADIEN NATIONAL

L'OFFRE D'ACHETER UN CHEMIN DE FER AUX ÉTATS-UNIS

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Les deux sociétés de chemin de fer canadiennes tiennent les producteurs de céréales et les contribuables canadiens en otage, en refusant d'améliorer leur réseau ferré à moins qu'on ne leur donne plus d'argent. Même si elles reçoivent cinq ou six fois le tarif du Nid-de-Corbeau, les deux compagnies ont dit qu'elles n'achèteraient pas davantage de wagons-trémies et qu'elles s'attendaient que ceux-ci seraient achetés par les contribuables.

Par contre, le Canadien National offre d'acheter, pour 300 millions de dollars, 3,100 milles de voies de la société en faillite Milwaukee Railroad aux États-Unis et de prendre à sa charge les 180 millions de dollars de dettes de la société envers le gouvernement des États-Unis. Pourquoi le ministre demande-t-il aux agriculteurs et aux contribuables de donner au CN et au CP plus d'argent pour reconstruire leurs voies au Canada alors que ces compagnies ont suffisamment de ressources pour renflouer des investisseurs américains et le trésor des États-Unis?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, en ce qui concerne la première partie de la question, à savoir si la compensation versée aux sociétés de chemin de fer est suffisante, je pensais que c'était l'un des éléments de la réforme du tarif du Nid-de-Corbeau généralement accepté dans l'Ouest. En particulier, je me souviens d'une étude effectuée par le Syndicat du blé de la Saskatchewan sur la compensation où le chiffre obtenu n'était pas tellement différent de celui recommandé par M. Gilson. Sur ce point, l'accord est général.

Quant à l'achat de la Milwaukee Railroad par le CN, cette possibilité existe toujours. L'acquisition n'a toujours pas été approuvée ni par le CN ni par le gouvernement canadien. Nous en parlerons en temps et lieu.

M. Benjamin: Le ministère de la Justice des États-Unis a déjà donné son approbation. On n'attend plus que celle de l'Interstate Commerce Commission.